L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau: 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 10 JANVIER 1894.

PETITES ANNONCES.

LEÇONS D'ANGLAIS, tour la Française, à l'Abeille, du jour et du soir de MM. Cornet Hawkel, 89, rue Dauphine. janv-17

LES personnes voulant se défaire de meubles antiques, peintures, vases, porcelaines anciennes, objets d'art, bronze, cristaux, orfèvrerie et bijoux, trouveront un acquéreur qui paiera le prix le plus élevé en s'adressant au No 123 rue de Chartres, Louis & Bernard. 2 juil—

A VENDRE.—Une épicerie bien achalandée. S'adresser coin St-Anne et Rampart. 9 janv—7f

DEMANDES.

UNE femme culsinière, parlant le français. No 240 rue Calliope. 7 jan—3f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de William T. Benedict.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 41,276—Division E—Attendu que Josephine McE. Benedict, veuve de William T. Benedict, décédé, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Benedict, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
10 janv—10 14 19

Succession de Mme Martha Mason, femme de John Chas. Maskell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 41,236.—Division D. Attendu que Jno. Charles Maskell a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Martha Mason, femme de John Chas. Maskell, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
10 janv—10 14 19

Succession de Catharine Neiderauer, femme de Joseph Maria Jacques.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 41,287—Division D. Attendu que Mme Catharine Neiderauer, épouse Jacques, a fait et déposé des lettres d'exécuteur testamentaire datif dans la succession de feu Elise Chazaran, décédée intestat, et qui est le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
6 janv—6 10 14

Succession d'Hortense Rabuclet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 41,230.—Division E. Attendu que Mlle Mary Ellen Hagan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Hortense Rabuclet, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
A. V. FLOTTE, Greffier.
6 janv—6 10 14

Succession de Francis Hagan.

COUR CIVILE DE DISTRICT, pour la Paroisse d'Orléans.—No 40,880.—Division E. Attendu que Mlle Mary Ellen Hagan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis Hagan, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
5 jan—5 9 14

Succession de Alexandre Esclati.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 41,231. Attendu que A. Esclati, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Alexandre Esclati, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
3 janv—9 13

Succession de George Vogel Sauger et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 41,118.—Division E. Attendu qu'Alexandre Mestre a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George Vogel Sauger et femme, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
3 janv—3 7 12

Succession de William Brandt.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 41,248—Division C—Attendu que Louis Rucha a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Brandt, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours de la date de la présente publication, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
6 janv—6 10 14

Succession de Lise Chiarow.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 41,246—Division C—Attendu que Stephen Chiarow a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire datif dans la succession de feu Lise Chiarow, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
6 janv—6 10 14

Succession de Robert Rankin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 39,772—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte provisoire présenté le 5 courant par Emma Bordes, femme de Mathias Keuter, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à la dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
5 jan—5 9 14

Succession de Francis Hagan.

COUR CIVILE DE DISTRICT, pour la Paroisse d'Orléans.—No 40,880.—Division E. Attendu que Mlle Mary Ellen Hagan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis Hagan, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
5 jan—5 9 14

Succession de Alexandre Esclati.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 41,231. Attendu que A. Esclati, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Alexandre Esclati, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
3 janv—9 13

Succession de George Vogel Sauger et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 41,118.—Division E. Attendu que Alexandre Mestre a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George Vogel Sauger et femme, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
3 janv—3 7 12

Succession de William Brandt.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 41,248—Division C—Attendu que Louis Rucha a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Brandt, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
6 janv—6 10 14

Succession de Lise Chiarow.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 41,246—Division C—Attendu que Stephen Chiarow a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire datif dans la succession de feu Lise Chiarow, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
6 janv—6 10 14

Succession d'Hortense Rabuclet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 41,230.—Division E. Attendu que Mlle Mary Ellen Hagan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Hortense Rabuclet, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
A. V. FLOTTE, Greffier.
6 janv—6 10 14

Succession de Mme Célina Grinagnard, veuve de Gaston Barq.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—Division E. Attendu que H. D. McCowan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire datif dans la succession de Mme Célina Grinagnard, veuve de Gaston Barq, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
3 janv—3 7 12

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVile du District pour la paroisse d'Orléans. No 41,127.—Division E.—John Henry vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession de biens du pétitionnaire John Henry, soit et est acceptée par ses créanciers.—John Henry vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession de biens du pétitionnaire John Henry, soit et est acceptée par ses créanciers, au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Geo. H. du Baugh Fenner, notaire public, en son bureau, No 28 Commercial Place, en cette ville, le MERCREDI, 17ème jour de janvier 1894, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, afin qu'icelui et vicier sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1893.
Signé: GEO. H. THEARD, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier
28 déc—3f an 17 jan

ETAT DE LA LOUISIANE; COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans—No 41,211.—Division D. J. E. Rivoire vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion de ses créanciers de pétitionnaire, J. E. Rivoire, soit convoquée et tenue pardevant Benjamin Ory, notaire, en son bureau, No 27 Passage Commercial en cette ville, le MARDI, 7me jour de février 1894 à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application du dit pétitionnaire pour un répit et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être présentées et que dans l'intervalle ton les procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 2 janvier 1894.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme.
OSORE TRIAY, Député-Greffier
3 janv—1m 1f par cour

CHARTE
—DE LA—
Compagnie d'Assurances des Marchands
(Merchants' Insurance Company)

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'il soit connu que ce 11ème jour de janvier, de l'année de Notre Seigneur mil-huit-cent-quatre-vingt-treize, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique le cent dix-septième.

Pardevant moi, George Covington Préot, notaire pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, sont venues et ont comparu personnellement devant moi les différentes personnes dont les noms sont ici inscrits, lesquelles constituent toutes le corps des actionnaires enregistrées de la compagnie d'assurances mutuelles des Marchands de la Nlle Orléans (Merchants Mutual Insurance Company of New Orleans); elles déclarent que se prévalant des dispositions des lois de cet Etat relatives à la formation de corporations, elles ont convenu et conviennent par les présentes de s'engager, ainsi que telles autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, à former une corporation et un corps politique en droit pour les objets et fins et en vertu des stipulations et convention qui suivent, savoir:

ARTICLE I.

Le nom et le titre de cette corporation sera "THE MERCHANT'S INSURANCE COMPANY, son domicile est établi dans la ville de la Nlle-Orléans, Etat de la Louisiane, et ses opérations (situations) et autres procédés légaux seront servis au président de ladite corporation, ou, en son absence au secrétaire.

ARTICLE II.

Cette Compagnie, sous son dit nom corporatif, aura plein pouvoir et pleine autorité d'exister comme corporation avec droit de succession perpétuelle pendant le cours de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la présente date; de s'engager par contrat, de pourvoir et de faire pourvoir en justice, d'acheter et de vendre, de louer à bail, d'hypothéquer et donner en garantie des biens meubles et immeubles, d'acheter, meubles, recevoir et détenir tout l'actif, d'assumer toute les obligations de la "Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans", et dans le but de diminuer ses actions (stock) aux actionnaires de la dite "Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans" dans la proportion d'une action de capital de cette corporation pour chaque deux actions du capital (stock) de ladite "Merchants' Mutual Insurance Company," dûment remis et retournés à cette Compagnie; de conclure des emprunts, d'émettre des obligations, notes et billets et de donner en échange des garanties (security), de nommer et de désigner des officiers, directeurs, administrateurs, agents et employés, de faire des règlements pour la bonne administration des affaires de la corporation; de modifier et d'amender ses règlements, d'adopter et d'en employer un sceau corporatif et de le rompre ou changer à son gré.

ARTICLE III.

Cette corporation est créée pour faire des affaires d'assurance contre l'incendie, les risques de mer et de rivière dans toutes ses branches, et particulièrement pour les affaires dont elle s'occupait sous le nom de "Merchants' Mutual Insurance Company." Son but et son objet sont par les présentes indiqués expressément comme suit:

1. Assurer des maisons de résidence, des magasins ou autres édifices, des meubles meublants, des marchandises ou autres effets et propriétés contre toute perte et tout dommage par le feu.

2. Prendre des risques d'assurance maritime sur le fret des navires, bateaux à vapeur, articles, produits, marchandises, espèces, lingots commissions, profits, billets de banques, change et autres certificats de dette, profits maritimes et marchandises par lesquelles on emprunte, et faire toutes les affaires d'assurance ayant rapport ou se rattachant aux risques de transport sur terre.

3. Elle pourra s'assurer contre tout risque qu'elle aura elle-même accepté.

4. Sur l'ordre du Conseil de Direction de cette Compagnie de fixer le fonds-capital de la Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands, le dit Conseil de Direction de cette Compagnie est par les présentes particulièrement et spécialement autorisé à émettre toutes les obligations et actions de plein droit de propriété de tout l'actif de ladite Compagnie d'Assurances Mutuelle des Marchands.

ARTICLE IV.

Le fonds-capital de cette corporation est par les présentes fixé à Trois cent mille dollars ($300,000) divisés en et représentés par trois mille actions de cent dollars chacune. Ces actions ne seront en aucun temps ni en aucune circonstance, ni en aucun cas, ni sous aucun prétexte, être émises pleinement payées au pair, ni autrement qu'entièrement payées ou pair, au paiement de la propriété qui en sera faite. Elles ne pourront, et aucune d'elles ne pourra être émises pleinement payées au pair, par le Conseil de Direction, en échange d'actions de la Compagnie d'Assurances Mutuelles ou Marchands dans la proportion d'une action de cette corporation pour deux actions de ladite Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands. Les actions seront transférables seulement sur les livres de la compagnie et sur livraison des actions certifiées.

Lorsqu'elles gains de l'année fiscale le justifieront, un dividende sera déclaré et payé sur les actions émises, proportionnellement à ce que pourra être déclaré et payé comme dividende par an ne soient payés.

Cette charte prendra effet et cette compagnie sera autorisée à commencer les affaires à partir de la date où la présente sera signée.

ARTICLE V.

Tous les pouvoirs constitués de cette corporation seront placés et exercés par un Conseil de Direction composé de neuf actionnaires, choisis parmi lesquels devra posséder pas moins de vingt actions du capital de ladite corporation. Lesdit Conseil de Direction sera élu annuellement le deuxième lundi de janvier, chaque année, à partir de l'année 1894, à une réunion générale des actionnaires de la Compagnie. Les élections de la Compagnie auront dix jours d'avis au préalable dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Aucun bulletin ou bulletins de scrutin, et chaque action donnera droit à un vote que le détenteur pourra déposer en personne, ou par procuration. La majorité des votes donnés sera nécessaire pour élire. Les élections se feront sous la surveillance de trois commissaires de choix parmi les actionnaires, lesquels seront nommés à chaque élection. Dans le cas où on ne parviendrait pas à élire les Directeurs, pour une raison quelconque, le jour fixé, une nouvelle élection aura lieu un jour aussi rapproché possible, après un avis de 10 jours préalable ment publié dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Toute vacance se produisant dans le Conseil de Direction pour une raison quelconque, sera remplie par les autres membres du Conseil pour le terme non expiré. L'année fiscale prendra fin le 31 décembre de chaque année.

A sa première réunion, chaque Conseil de Direction élira parmi ses membres un Président de même qu'il choisira un Secrétaire et Trésorier qui ne sera pas membre du Conseil de Direction.

ARTICLE VI.

Cet acte d'incorporation pourra être changé modifié ou altéré, ou ladite corporation pourra être dissoute à une réunion spéciale des actionnaires convoquée après trente jours d'avis d'une semblable publication un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, avec l'assentiment des trois-quarts des actions représentées à cette réunion.

Tout changement quant au fonds-capital de la dite corporation exigera également l'assentiment d'une majorité semblable de tout le fonds-capital; et en outre des trente jours requis de publication préalable, un avis préalable de quarante jours devra être écrit sera donné par la poste à chaque actionnaire ainsi que le prescrit la loi.

ARTICLE VII.

Aucun actionnaire ne sera tenu responsable des contrats ou erreurs de la dite corporation pour aucune somme autre que celle de la balance non payée, due par lui sur des actions de stock qu'il possède, une simple informalité dans l'organisation n'aura pas pour effet de rendre cette charte nulle, ou d'exposer un actionnaire à aucune autre obligation que la balance non payée due sur son stock.

ARTICLE VIII.

Lorsque cette corporation sera dissoute, ou ses installations pour toute autre cause, ses affaires seront liquidées sous la direction de trois commissaires qui seront choisis parmi les actionnaires, à une réunion convoquée à cet effet, après avis antérieur pendant trente jours par publication dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, avec le consentement de la majorité des actions représentées à ladite assemblée. Lesdits commissaires resteront en place jusqu'à ce que les affaires de la corporation aient été entièrement liquidées, et en cas de mort ou d'impossibilité de servir d'un ou de plusieurs de dits commissaires, les actionnaires commissaires, ou le commissaire restant, choisiront parmi les actionnaires un substitut ou des substitués pour remplir les dites vacances.

ARTICLE IX.

Les personnes ci-après nommées constituront le premier Conseil de Direction et serviront comme tels jusqu'au deuxième lundi de janvier 1894, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été choisis élus, à savoir: Joseph A. Chaffraix, C. A. Chaffraix, A. Xiquez, Paul Capdeville, Aristide Hopkins, Jayme Magi Jno. M. Bayon, H. C. Boucher, Morris W. Smith, James S. Zacharie, W. H. Bofinger, avec ledit Paul Capdeville comme président.

Fait et passé dans mon bureau en la ville de la Nouvelle-Orléans, le jour et dans le mois et l'année mentionnés ci-dessus, en présence de Mm. James Lloyd et Bells, A. Thebaud, tous deux de cette ville, témoins compétents qui ont signé les dits actions, avec les dites personnes qui ont comparu, et moi, notaire, après que les dites parties ont dûment fait.

(Original signé):

H. C. BOUCHER et autres
JAS. GUYOL,
A. TICHENOR.
GEO. C. PREOT, Notaire Public.

Je, soussigné, Annotateur des Hypothèques, en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par ces présentes que l'acte d'incorporation ansdit de la Compagnie d'Assurances des Marchands a été dûment enregistré ce jour en mon bureau dans le livre 488, folio

Nouvelle-Orléans, Lne., 11 janvier 1893
[Signé] GEO. GUIRAULT
Député Annotateur des Hypothèques

Je, soussigné, notaire public en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par ceci que la copie ci-dessus mentionnée est une copie exacte de l'acte primitif d'incorporation de la Compagnie d'Assurances des Marchands et du certificat d'enregistrement là-dessus endossé, maintenant enregistré dans les archives notariales de mon office.

En foi de quoi j'ai signé et apposé mon sceau à la Nouvelle-Orléans, Lne, le 11me jour de janvier A. D. 1893.

[SCEAU] GEORGE C. PREOT,
Notaire Public.
15 janv—20

Scientific American
Agency for
PATENTS
CAVEATS, TRADE MARKS, DESIGN PATENTS COPYRIGHTS, etc.
For information and free Handbook write to MUNN & CO., 361 BROADWAY, NEW YORK. Oldest bureau for securing patents in America. Every patent taken out by us is brought before the public by a notice given free of charge in the
Scientific American
Largest circulation of any scientific paper in the world. Splendidly illustrated. No intelligent man should be without it. Weekly, $3.00 a year; $1.50 six months. Address MUNN & CO., PUBLISHERS, 361 Broadway, New York.

ANNONCES JUDICIAIRES.

PAR LE CONSTABLE.

The St-Louis Refrigerator and Wooden Gutter Co. vs Lacascio & Martiny.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans.— No 20,437.— En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Charles Childress, juge de la Première Cour de Cité de la Nlle Orléans, le procéderai à la vente à l'enchère publique, à mon entrepôt sur la Levée entre St Charles et Carondelet, le MARDI, 16 janvier 1894, à midi, de la propriété décrite ci-après à savoir:

Toute une moitié de l'intérêt indivise de Henry Martiny dans l'actif, le fonds la propriété, les droits et créditz de la raison Martiny & Co. faisant des affaires au No 49 rue Sud Beauregard en cette ville.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Com tant sur les lieux.
WM. NELSON,
6 jan—6 9 16 Constable.

August Worner Jr., vs. M. Hernandez.

DEUXIEME COUR DE CITE de la Nlle de la Nouvelle-Orléans.— No 19,092.— En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Ernest More, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, le procederai à la vente à l'enchère publique, au No 152 rue Royale, coin St-Pierre, dans le Deuxième District de cette ville, le MARDI, 16me jour de janvier 1894, à 11 heures A. M., de la propriété ci-dessous décrite, à savoir:

Un lot de meubles de maison.

Saisi dans l'affaire mentionnée et numérotée ci-dessus d'après un inventaire enregistré à mon bureau.

Conditions—Comptant sur les lieux.
P. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
4 janv—4 7 11 16

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente Importante de machine, marchandises, bien-meubles, etc., etc. d'une grande manufacture de briques.

W. L. Sinjacques versus Frye Triumph Press Brick Manufacturing Company, Limited.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans — No 40,443 — En vertu d'un ordre de vente, daté du 27 janvier 1894, à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, au rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans la rotonde du Premier District de cette ville, le LUNDI, 22 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Clouet, Bienville, Franklin et Robertson, mesurant 120 pieds de façade sur la rue Clouet, sur une profondeur de 120 pieds, le tout suivant le plan de F. Hodin, de 25 janvier 1853, déposé en l'étude de O. Stark, actes Fortier, lesdites dimensions ne devant pas être moins ni plus, suivant plan No 124, lequel lot mesure vingt huit pieds onze pouces et quatre lignes de face à la rue Camp, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles et est à une distance de trente-cinq pieds de la rue Bacon.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
12 déc—12 19 26—jan 2 9 15

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété du Premier District, par le Shérif.

Albert Baldwin vs. C. F Ladd.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 38,748, en vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Escau St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le MERCREDI, 24 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un terrain ou portion de terrain dans la Quatrième District de cette ville, dans le carré borné par les rues Valette, Peter, Chestnut et Aliz; ledit terrain ou portion de terrain formant le coin sud-ouest desdites rues Peter et Valette, et mesurant soixante pieds six pouces de façade sur Chestnut, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles et de façade sur Peter, entre Valette et Aliz, étant une portion du terrain No 1 et la portion séparée au terrain No 2 du carré No 3 sur le plan de L. H. Fillé, voyer, en date du 18 septembre 1846.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
29 déc—19 —jan 5 12 19 26 31

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée dans le Premier District.

Louisiana Homestead Association vs
Veuve J. J. Azemard et als.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 38,569.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, le procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Escan St-Charles, au rez-de-chaussée de la rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le MERCREDI, 24 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Liberty, Ursulines, Robertson et Roman, mesurant trente pieds de façade sur la rue Liberty, sur une profondeur de cent vingt pieds entre lignes parallèles, le tout suivant le plan de Numa Pilié, arpenteur, en date du 15 décembre 1875, déposé en l'étude de Numa Pilié, actes Fortier, lesdites dimensions ne devant pas être moins ni plus suivant plan No 124, lequel lot mesure vingt huit pieds onze pouces et quatre lignes de face à la rue Liberty, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles et est à une distance de trente-cinq pieds de la rue Bacon.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
12 déc—12 19 26—jan 2 9 15

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée, portant les numéros municipaux 1,325 et 1,327 rue Magazine, entre les rues Soniat.

Félix J. Puig vs. Wm. Kelly.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 40,665.—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Escan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le MERCREDI, 24 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Premier District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Hôpital, Johnson, Ursulines et Prieur, désigné par le No 3, sur un plan dressé par E. Surgi, et déposé comme plan No 33, dans le livre de plans No 3 de A. Ducatel, notaire, et mesure, au pied américain, trente pieds de face à la rue Hôpital sur une profondeur de cent trente-un pieds deux pouces et 1 ligne, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
23 déc—23 29—jan 5 12 19 24

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété Améliorée de Vasteur dans le Cinquième District.

Firemen's Building Association
vs
Eureka Hall Association

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 40,769.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Escan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le MERCREDI 31 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un terrain ou portion de terrain dans le Cinquième District de cette ville, dans le carré borné par les rues Valette, Peter, Chestnut et Aliz; ledit terrain ou portion de terrain formant le coin sud-ouest desdites rues Peter et Valette, et mesurant soixante pieds six pouces de façade sur Chestnut, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles et de façade sur Peter, entre Valette et Aliz, étant une portion du terrain No 1 et la portion séparée au terrain No 2 du carré No 3 sur le plan de L. H. Fillé, voyer, en date du 18 septembre 1846.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
23 déc—23 29—jan 5 12 19 24

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée dans le Premier District.

Succession de Nicholas Titzbenon.

No 40,765.—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Division D.

MERCREDI, 17 JANVIER.

PAR ROBINSON & UNDERWOOD.—W. C. H. Robinson, encanteur—Bureau No 3 1/2 rue Carondelet. MERCREDI, 17 janvier 1894, à midi, à la Bourse des Encanteurs, 72 et 74 rue Carondelet, en conformement à un ordre de l'Hon. N. H. Rightor, juge de la Cour Civile de District, pour la succession de Nicholas Titzbenon, décédé le 11 décembre 1892, il sera vendu à l'encan—

Un lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et les droits, voies, privileges, servitudes et appartenances, situé dans la deuxième district de cette ville, dans le carré de la deuxième district de cette ville, dans l'île bornée par les rues Dauphine, Bienville, Burgundy et Conti, mesurant trente pieds de façade sur la rue Dauphine sur une profondeur de cent vingt pieds entre lignes parallèles. Ces propriétés sont dans un bon état de réparations et bien louées.

Conditions—Un tiers comptant, le reste à un et deux ans de crédit, avec intérêt à 8 pour cent par an, garantie par hypothèque et privilège sur les biens vendus, avec clause de pacte de vente, aux frais de l'acquéreur, qui devra fournir et faire assurer contre l'incendie, pour une somme égale au montant de son prix d'achat et pour le bénéfice de qui il appartiendra.

Acte de vente aux frais de l'acquéreur, par devant Jeff C. Wood, notaire public.
13 déc—13 20 27—jan 3 10 17

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée, portant les numéros municipaux 1,325 et 1,327 rue Magazine, entre les rues Soniat.

Félix J. Puig vs. Wm. Kelly.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 40,665.—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Escan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le MERCREDI, 24 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Premier District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Camp, Magazine, Soniat et Duffos tant, dans l'île ci-numéro deux, dans le Premier District de cette ville, dans l'île ci-numéro deux, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 24 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et sous les droits qui y appartiennent, situés dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'île bornée par les rues Hôpital, Johnson, Ursulines et Prieur, désigné par le No 3, sur un plan dressé par E. Surgi, et déposé comme plan No 33, dans le livre de plans No 3 de A. Ducatel, notaire, et mesure, au pied américain, trente pieds de face à la rue Hôpital sur une profondeur de cent trente-un pieds deux pouces et 1 ligne, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
23 déc—23 29—jan 5 12 19 24

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété Améliorée de Vasteur dans le Cinquième District.

Firemen's Building Association
vs
Eureka Hall Association

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 40,769.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Escan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le MERCREDI 31 janvier 1894, à midi, de la propriété ci-